

## Clôture du Sommet Chine-Afrique Rendez-vous pris à Dakar en 2022



Les chefs d'Etat africains dont Ali Bongo Ondimba ( extrême droite)...



...lors de la table ronde dirigée par le président Xi Jinping ( milieu)

Jonas OSSOMBEY  
Libreville/Gabon

**Ouvertes lundi, les assises du Sommet Chine-Afrique ont pris fin hier à Pékin en Chine. La capitale du Sénégal a été choisie pour abriter les prochaines retrouvailles entre les dirigeants africains et chinois.**

LE chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, a pris part, hier, à deux séances de travail des dirigeants membres du Forum sur la coopération sino-africaine (FCSA) axées sur le développement des relations entre les deux parties et les questions d'intérêt

commun. Lors des tables rondes co-dirigées par les présidents Xi Jinping et Cyril Ramaphosa, un nouveau cadre de coopération pour les trois ans à venir a été adopté. Dénommé "Plan d'actions du Forum sur la coopération Chine-Afrique 2019-2021", celui-ci est basé sur le principe de non-ingérence et adapté aux conditions nationales des États. Il sera par ailleurs bénéfique pour tous, notamment dans le cadre de la mise en œuvre du projet "la Ceinture et la Route". Outre l'aide au développement de 60 milliards de dollars et l'annulation de la dette de certains pays africains, la

Chine va investir dans des programmes pour les femmes et les jeunes à travers la création de centres de formation dans les secteurs de l'économie bleue, l'agriculture et l'énergie en vue d'appuyer l'agenda 2063 de l'Union africaine (UA). Ce programme correspond à la politique impulsée par le chef de l'Etat pour une meilleure employabilité des jeunes et l'autonomisation des femmes, à l'exemple du programme "train my generation", ou encore le financement des activités génératrices de revenus. Le Sénégal a été désigné pour abriter la prochaine édition en 2022 du Forum

sur la coopération sino-africaine dont il sera le coprésident aux côtés de la Chine. Ces initiatives chinoises suscitent toutefois des critiques croissantes venues d'institutions ou d'instituts de recherche occidentaux. Ceux-ci estiment, en effet, que l'endettement de l'Afrique est en grande partie dû aux prêts généreux accordés par Pékin. "La Chine n'a pas augmenté le niveau d'endettement de l'Afrique. Les raisons derrière la dette africaine sont complexes", a réagi mardi Xu Jinghu, la représentante spéciale du gouvernement chinois pour les Affaires africaines. Elle incrimine les

fluctuations de l'économie mondiale "qui ont accru le coût du financement pour l'Afrique" et le recul des recettes fiscales pour les pays exportateurs de matières premières à la suite de la baisse des cours mondiaux. "Même pour les pays lourdement endettés, la Chine n'est pas le principal créancier. C'est donc insensé et infondé de mettre la dette africaine sur notre dos", a plaidé Mme Xu. Xi Jinping a promis lundi une nouvelle enveloppe de 60 milliards de dollars dédiée au développement de l'Afrique. Elle comprend notamment des investissements et des prêts supplémentaires pour le

continent. "Nous serons très conscients (avec cette somme). Nous ferons une étude de faisabilité complète avant de sélectionner un projet", a souligné Xu Jinghu. "Il s'agira d'aider l'Afrique à renforcer sa capacité d'autosuffisance, et d'éviter (d'accroître) la dette". A noter que la Chine est le premier partenaire commercial de l'Afrique. Elle y investit annuellement plusieurs milliards de dollars, depuis 2015, dans des infrastructures (routes, chemins de fer, ports) ou des parcs industriels. Des investissements largement salués par les pays africains.

## Deuxième session ordinaire du Conseil économique, social et environnemental (CESE) Les mesures gouvernementales à l'ordre du jour

SM  
Libreville/Gabon

L'EXAMEN des récentes mesures gouvernementales visant à réduire le train de vie de l'Etat. Tel est le programme de travail des membres du Conseil économique, social et environnemental (CESE), lors de deuxième session ordinaire de cette institution. L'annonce en a été faite hier par son président, René Ndemezo'Obiang, à l'ouverture des travaux de ladite session ordinaire. C'était en présence du Premier ministre, Emmanuel Issoze Ngondet et de quelques membres de son équipe. L'objectif étant, pour les membres du CESE, d'interroger l'efficacité et l'équité des dites mesures. Outre cette problématique, ces derniers devront également se pencher sur la question de la fourniture de l'eau,



Photo : F. M. MOMBO

Le président du CESE, René Ndemezo'Obiang ouvrant les travaux de la 2e session ordinaire 2018.

notamment les solutions relatives à la prévention des risques de pollution. Ce d'autant que, a dit le président du CESE, la nécessité d'atteindre les objectifs du développement durable et celle de parve-

nir à fournir de l'eau potable à la population paraissent urgentes. Ils auront également à réfléchir sur l'ampleur du phénomène de l'immigration. Car, a souligné René Ndemezo'Obiang, l'actua-



Photo : F. M. MOMBO

Quelques membres du CESE lors de la cérémonie d'ouverture.

lité internationale fait régulièrement écho de l'intensification des flux migratoires et de ses conséquences sur les pays de départ et ceux de destination. Ainsi, pour lui, l'importance des drames

humains et environnementaux y relatifs devient une préoccupation constante dont le Gabon ne peut se départir. Par ailleurs, le Conseil économique, social et environnemental du Gabon

organisera, en décembre prochain, à Libreville, la prochaine Assemblée générale de l'Union des Conseils économiques et sociaux et Institutions assimilées d'Afrique (UCESA).